



THE WORLD BANK

Working for a World
Free of Poverty

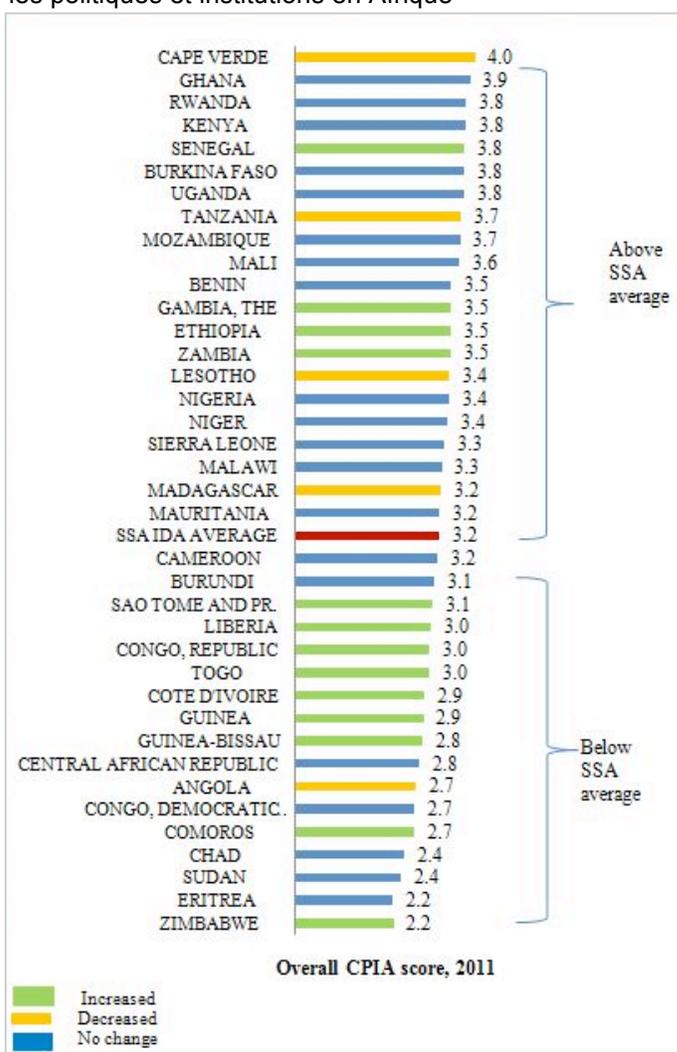
L'environnement politique pour la croissance et la réduction de la pauvreté s'est amélioré dans un tiers des pays les plus pauvres d'Afrique

Les indicateurs les plus récents dont dispose la Banque mondiale reflètent un contexte stable voire amélioré dans une majorité de pays

Le dernier rapport dont dispose la Banque mondiale sur les politiques et institutions en Afrique subsaharienne indique une amélioration de l'environnement de politique générale dans 13 des pays les plus pauvres de ce continent – un contexte qui est plus favorable à la croissance et à la réduction de la pauvreté. Les pays concernés sont : les Comores, la République du Congo, la Côte d'Ivoire, l'Éthiopie, la Gambie, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, la République démocratique de Sao Tomé et Príncipe, le Sénégal, le Togo, la Zambie et le Zimbabwe. Plus généralement, la plupart des pays africains connaissent un contexte de politique générale plus stable, voire plus favorable au développement. Cette tendance positive est particulièrement importante dans un climat politique globalement plus orageux, notamment dans les pays développés.

Ce rapport est pris en compte dans l'évaluation annuelle que fait la Banque mondiale des politiques et institutions nationales (CPIA). Il note la performance des pays pauvres et est utilisé depuis 1980 pour décider de l'octroi ou non d'un prêt à taux zéro d'après l'Association Internationale de Développement - le fonds de la Banque mondiale pour les pays les plus pauvres de la planète.

Le CPIA étudie 16 indicateurs-clés de développement qui couvrent quatre domaines : (i) la gestion économique ; (ii) les réformes structurelles ; (iii) les politiques d'intégration et d'équité sociales ; et (iv) la gestion du secteur public ainsi que les institutions. Pour chaque indicateur, les pays reçoivent une note de 1 (note la plus basse) à 6 (note la plus élevée). Le score CPIA total reflète la moyenne des 16 indicateurs.



« Nous avons craint que l'agitation économique internationale ne freine les réformes entamées dans tous le continent, » indique **Shanta Devarajan, économiste en chef de la Banque mondiale pour la région Afrique.** « Mais les responsables politiques africains ont continué à réformer leur pays durant la crise

mondiale et certains ont même accéléré le train de réformes dans le but ultime d'améliorer les chances de développement et le bien-être économique de leur population. »

Les scores CPIA varient beaucoup d'un pays à l'autre, à l'instar du Cap Vert qui obtient la note maximale de 4,0 (malgré une baisse de score en 2010 et 2011) et de l'Erythrée ou du Zimbabwe avec seulement 2,2.

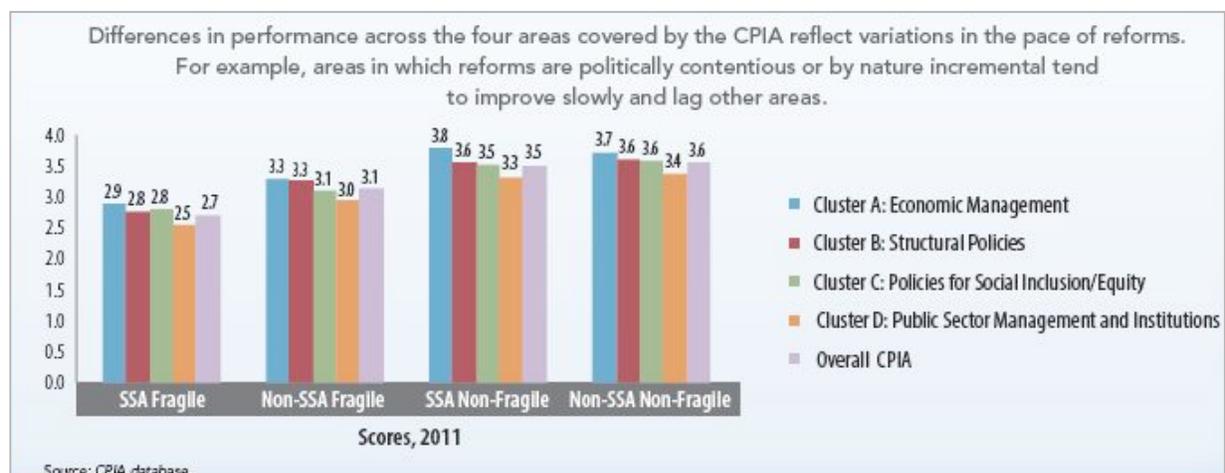
Les pays dits « fragiles » et ceux touchés par un conflit dans cette région du monde obtiennent des notes beaucoup plus faibles que les états plus solides. Ces notes reflètent les défis auxquels ces pays sont confrontés, notamment en termes de capacité de leur secteur public. Néanmoins, certains d'entre eux progressent rapidement. Trois des pays ayant le plus progressé sont dits « fragiles » — en l'occurrence les Comores, la Côte d'Ivoire et le Zimbabwe.

La gestion économique – là où la performance est la plus forte

Le rythme auquel les réformes sont conduites varie d'un domaine du CPIA à l'autre. Lorsque les réformes sont profondément politiques, par exemple, ou progressives par nature, elles progressent plutôt lentement et sont en décalage par rapport à d'autres domaines.

En Afrique, l'efficacité de la gestion économique entraîne tous les autres domaines. En fait, plusieurs années de politiques macroéconomiques prudentes ont fait rentrer les pays africains dans la crise économique mondiale de 2008-09 avec un retard (politique) permettant d'éviter les chocs externes.

La performance dans le domaine des politiques structurelles arrive en seconde position, suivie par l'intégration sociale. La gouvernance est à la traîne des autres domaines. Malgré ces différences, les pays obtenant les meilleures notes CPIA s'en sortent généralement bien dans tous les domaines, ce qui tend à prouver l'intérêt d'une approche globale des réformes. D'un autre côté, les pays dits « fragiles » présentent des efforts de réforme irréguliers. Ils s'attaquent en effet aux problèmes de gestion



macroéconomique en amont de réformes structurelles et de gouvernance difficiles et complexes.

C'est la première année que les indicateurs CPIA pour l'Afrique subsaharienne sont publiés dans un document unique, accompagné d'un site Web interactif.

« Le CPIA est un outil précieux pour les gouvernements, le secteur privé, la société civile, les chercheurs et les médias puisqu'il leur permet de suivre la progression de leur pays et la comparer à celle des autres pays » précise **Punam Chuhan Pole, économiste principale de la Banque mondiale**. *« En rendant le CPIA plus accessible, nous espérons susciter un vaste débat dans les pays – un débat qui soit fondé sur des données probantes et qui déclenche un appétit de réformes pour créer de l'emploi, améliorer le niveau sanitaire mais aussi l'éducation ainsi que d'autres services essentiels dans l'intérêt ultime de tous les Africains. »*

* L'Association internationale de développement (IDA) de la Banque mondiale a été créée en 1960. Elle a pour vocation d'aider les pays les plus pauvres du monde en accordant des dons et prêts sans intérêt pour financer des projets et programmes censés stimuler la croissance économique, réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie des populations. L'IDA est l'un des plus importants bailleurs d'aide aux 81 pays les plus déshérités de la planète, dont 39 se trouvent en Afrique. Depuis 1960, l'IDA a soutenu le travail de développement de 108 pays. Ses engagements annuels n'ont cessé d'augmenter, atteignant en moyenne 15 milliards de dollars ces trois dernières années. La moitié de cet argent est allée à l'Afrique.